

# JOURNAL

DE

# FRANCFORT

AVEC PRIVILÈGE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE

DU JEUDI, 2 MARS 1797.

*Extrait des Nouvelles de Londres, du 17 Février.*

Mardi dernier le parlement a repris ses séances. — Il ne s'est pas occupé d'affaires publiques ce jour-là ni les suivans. — On dit que le Roi enverra un message aux deux chambres, pour proposer certaines précautions à prendre contre l'invasion dont on est menacé. On dit que le pouvoir de proclamer la loi martiale, partout où il en sera besoin, en est une. Il paroît vraisemblable aussi que M. Pitt demandera un emprunt additionnel de dix millions.

Notre gouvernement a reçu avant-hier des dépêches de la cour de Vienne. On a reçu aussi des dépêches importantes de Naples, par le canal de l'ambassadeur.

Le courrier de Vienne a apporté avec lui des dépêches relatives à la situation de nos affaires dans les Indes-Orientales; Sir Morton Eden, notre ministre à la cour impériale, les avoit reçues par terre. Ces dépêches furent envoyées à M. Dundas, à Wimbledon, et M. Pitt y alla lui-même, le soir, pour en conférer avec lui. Quoiqu'on ne connoisse point encore les nouvelles que le gouvernement a reçues cependant plusieurs circonstances coucourent à augmenter nos craintes à cet égard.

(L'Alarme s'est emparée du corsaire françois l'*Éclair*. Suivant les nouvelles de la Jamaïque, la *Quebec* et la *Ressource* ont pris l'*Affricain* de 18 canons et 150 hommes, et le *Vercaux* de 12 canons et 76 hommes. Les mêmes lettres annoncent que le général noir, françois, a fait des propositions au lord Balcarras, pour lui abandonner les Cayes et toute la partie du Sud de St. Domingue.

Le duc de Portland a envoyé des lettres circulaires aux magistrats d'Ecosse, pour s'informer du nombre de troupes que chaque ville pourroit loger. Cette démarche du gouverne-

ment a répandu la plus vive allarme dans ce Royaume.

Dans la séance du 8 Février au parlement d'Irlande, lord Blayney a fait une motion contre la brigade Irlandoise, composée de 5 régimens, commandés par les officiers Irlandois qui étoient au service de France. Cette motion a été rejetée unanimement, et l'on a fait l'éloge de ces officiers, dont la fidélité avoit été attaquée.

*De Vienne, le 22 Février.*

Lundi au soir, S. A. R. l'Archiduc Charles arriva ici, en parfaite santé, du quartier-général de l'armée d'Italie. Il est impossible d'exprimer la joie que les habitans de cette résidence ont éprouvée en apprenant qu'ils possédoient dans leurs murs le frère de notre monarque chéri, cet illustre guerrier couronné de tant de lauriers. Cette allégresse universelle se manifesta de la manière la plus prononcée, lorsque S. A. R. parut hier au théâtre national, accompagné de S. M. l'Empereur. Des acclamations plusieurs fois réitérées accueillirent le jeune héros, et lui prouvèrent combien tous les cœurs étoient pénétrés d'admiration et de reconnaissance: La scène devint encore plus touchante, lorsqu'après la toile levée, les acteurs chantèrent une hymne faite en l'honneur de S. A. R. L'enthousiasme étoit général, et des larmes d'attendrissement couloient de tous les yeux. Le soir et une grande partie de la nuit, la ville fut illuminée, et toutes les rues retentissoient des cris de vive l'Archiduc Charles, de notre bon Empereur.

S. A. R. l'Archiduc Charles est venu ici pour concerter le nouveau plan d'opérations. Ce prince n'a pas jugé à propos de rien entreprendre contre l'ennemi avant que tous les renforts ne soient arrivés.

Suivant des rapports arrivés de Petersbourg, la cour de Prusse auroit fait proposer à celle de Russie, par son ministre le comte de Bruhl, la conclusion d'un nouveau traité



d'alliance; à quoi S. M. Impériale se seroit refusée. Les mêmes rapports disent que le comte de Dietrichstein, envoyé par notre monarque à Petersbourg pour féliciter l'Empereur de Russie, a été accueilli par ce souverain de la manière la plus distinguée & la plus flatteuse.

*De Milan, le 21 Février.*

L'on écrit d'Ancône en date du 13, que l'armée françoise, après avoir occupé Loretto et Macerata, a pénétré jusqu'à Fuligno. Le général Colli s'est posté entre cette dernière ville et Perugia, pour s'opposer aux progrès ultérieurs des républicains. L'on n'a pas reçu depuis de rapport de la Romagne; mais l'on croit que Buonaparte n'est plus fort éloigné de Rome. Le bruit court que le Pape s'est réfugié à Terracine avec quelques cardinaux. Lorsque la nouvelle de la reddition de Mantoue parvint au Saint-Père, il assembla aussitôt un consistoire dans lequel il fut arrêté d'envoyer un courier à Buonaparte avec des propositions de paix, et de déclarer en même tems que la guerre n'étoit point une guerre de religion. La plus grande confusion règne à Rome.

Il est passé par ici, depuis quelques jours, un grand nombre de troupes qui vont renforcer l'armée françoise.

La république Lombarde a envoyé des députés à Buonaparte & à Paris, pour demander qu'on la déclare indépendante. (*Gazette de Milan.*)

(Les lettres de Rome du 11 Février, confirment les nouvelles ci-dessus. C'est le cardinal Mathei qui a été chargé d'écrire au général Buonaparte, pour le prier de faire cesser les hostilités et de reprendre les négociations. L'on attendoit avec impatience le retour du courier porteur de cette lettre. Lorsqu'ensuite, l'on apprit à Rome la prise d'Ancône, il fut tenu une congrégation générale pour savoir si le Pape quitteroit ou non sa capitale. Il fut résolu qu'il s'éloigneroit. Suivant les mêmes lettres, S. S. devoit partir le 12, et prendre la route de Benevent.)

*De Florence, le 14 Février.*

Hier, il arriva ici deux couriers de Rome, avec des dépêches pour le Nonce et le chevalier Azzarra, ministre d'Espagne. Par ces dépêches, ce dernier est prié, au nom de S. S., de se rendre à Rome le plutôt possible, et de s'interposer pour une pacification entre le Pape et la République françoise. L'on prétend que M. d'Azzarra s'est entièrement refusé à cette demande, malgré les instances du Nonce et du secrétaire d'Etat.

Les françois ont évacué Livourne.

*Suite de Paris, du 21 Février.*

On assure qu'hier à 10 heures du soir, il est arrivé au directoire un courier d'Italie, avec des dépêches de Buonaparte, dans lesquelles ce général annonce qu'il vient d'entrer à Ancône.

Le gouvernement veut la république (dit le journal des *Hommes Libres*) et cependant une pente rapide, contre laquelle je ne vois pas de moyens de lutte de sa part, nous entraîne, à pas effrayans, vers l'ancien régime. Sur tous les théâtres, ce sont des allusions à la royauté que l'on applaudit; partout ce sont les usages, les formes, les institutions de l'ancien régime qu'on reproduit. Le bureau central et les administrations remettent les marchés aux anciens jours de la semaine; les affaires chassent le comput républicain; le plaisir même, qui de sa nature est de tous les partis et de toutes les religions, a renoncé à la décade. Plusieurs bals ont été fermés, décadi dernier. Quant à la dénomination républicaine de *citoyen*, elle est honnie et renvoyée aux valets et aux marchands de pommes.....

Les jacobins font circuler un pamphlet ayant pour titre *Vos têtes branlent*, ou: *A votre tour, après Drouet, Messieurs les députés patriotes.*

Depuis quinze jours, rien n'égale l'ardeur des Parisiens pour s'inscrire sur le registre civique. Nous voyons avec plaisir que bien des gens qui, jusqu'alors avoient dit des affaires publiques: *que m'importe?* sentent enfin que le moyen le plus sûr de ne s'en point mêler, est de les confier une bonne fois pour toutes à l'expérience et à la probité. Ce sont ces gens-là dont les noms couvrent aujourd'hui les premières pages des registres d'inscriptions.

(*Courier-Universel.*)

Trois députés conventionnels, Boudin, Pontier-Elcaut et Froger ont donné leur démission. Guyomard a la sienne dans sa poche. Trente montagnards se disposent à l'imiter. Que veulent-ils? se donner à peu de frais les honneurs de la modération, courir dans leurs départemens, intriguer, influencer les élections, se faire réélire, et sacrifier, comme on voit, une année très-incertaine, à la certitude d'un nouveau bail de trois ans. (*Censeur.*)

Poultier assure que le directoire se propose de porter au ministère celui de ses membres que le sort fera sortir.

Il faut que la faction d'Orléans baisse beaucoup, car depuis quelques jours, on ne voit que des gens qui la renient: M. de Montesquiou vient de se ranger de ce nombre. Il est certain que cette exécration est tombée en des mains si sanglantes, qu'il n'y a plus moyen de l'avouer sans rougir. Tel homme se vanteroit d'être un conspirateur, qui frémiroit d'être associé dans l'opinion publique à . . . . Marat, par exemple, et à ses anciens amis.

La *Quotidienne* rapporte une lettre de Rome, dont voici les principaux passages:..... „On sait déjà que quatre mille hommes de nos troupes



ont été cernés et battus au Cenio; cependant, ici on est très-content de la manière dont elles se sont montrées pour la première fois; après avoir perdu cinq cents hommes tués et mille prisonniers, le reste se fit jour à travers les ennemis, qui n'osèrent pas les poursuivre dans leur retraite. On connoît aussi les proclamations du général Buonaparte, qui ont précédé cette invasion. Tout le monde prend les armes, et l'on se flatte de quelques succès..... Après la déroute du Cenio, on a donné des ordres pour établir le quartier-général à Zoligno, qui est à cinquante lieues d'ici: cette ville est dans le centre de la côte d'Italie, dans la vallée de l'Ombrie. Dans les guerres de 1744, les espagnols, sous de Gages, et les autrichiens, sous le prince de Lobkowitz, y formèrent alternativement leur quartier-général: déjà plusieurs détachemens sont partis pour ce côté-là, et on espère que dans dix jours on aura là un corps de seize mille combattans..... On oublie un peu le danger pour parler de la lettre du général Buonaparte au cardinal Mathei, où il engage le Pape de l'attendre, et le rassure en lui promettant assistance et protection au nom de la loyauté françoise. Le général françois joue le fin; le Pape, qui est latiniste, *timet Davos & doni ferentes*. On est presque sûr que l'escadre angloise quittera Porto-Ferrajo, et viendra, dans six jours, stationner à Civita-Vecchia. On ne croit pas que le général Buonaparte veuille jouer le rôle d'Alexandre, qui, en passant par Jérusalem, se prosterna devant le grand-pontife Honias, ni celui de Pompée, qui offrit des sacrifices dans le temple de Salomon; on le croit universellement ici un véritable Attila, qui ne se laissera fléchir ni par les prières d'un S. Léon, ni par celles d'un S. Pierre. Autrefois les françois avoient ici un nombreux parti; mais depuis le pillage de Lugo, Pavie et Lodi, ils n'ont plus de partisans, si ce n'est les juifs qui courent actuellement ici le plus grand danger.

*Conseil des 500. — Séance du 19.*

Le directoire, par un message, demande une loi nouvelle tendant à remettre à des coupables la peine qu'ils auroient méritée, s'ils faisoient connoître des complots propres à compromettre la tranquillité publique. Les termes du message sont pressans; le directoire invite le conseil à prononcer sous peu, et laisse entendre que les *circonstances actuelles* rendent nécessaire une loi à cet égard. — Le conseil nomme une commission pour lui faire un rapport à ce sujet.

Beaucoup de membres du nouveau tiers, nommés en Vendémiaire an 4, n'ont pu accepter leur mission, et ne sont point présens au

corps législatif. La commission chargée du mode de renouvellement, expose, par l'organe de Treillard, qu'il importe de les remplacer par de nouveaux élus du peuple, afin que les deux nouveaux tiers se trouvent complets. — L'urgence est déclarée et le conseil adopte le projet de la commission. En conséquence, indépendamment des nouveaux membres que doivent élire tous les départemens, les départemens ci-après nommés éliront d'autres députés en remplacement de ceux qui, élus en Vendémiaire an 4e., ne sont point présens au corps législatif.

Le directoire exécutif transmet au conseil de nouvelles pièces relatives à la conspiration; la première est un manifeste de Puisfaye; il porte:

*Joseph comte de Puisfaye, lieutenant-général des armées du Roi, & commandant pour Sa Majesté en Bretagne, aux fidèles sujets de cette province.*

Braves Royalistes! Chargé par Sa Majesté Louis XVIII et par Son Altesse Royale Monsieur, lieutenant-général du royaume, de maintenir le royalisme dans toute sa pureté, je dois vous prémunir contre les pièges qu'on vous tend. La république n'est plus; ou plutôt ce gouvernement monstrueux s'agit dans les convulsions de l'agonie; les armées des brigands sont dispersées et anéanties par les continuelles et signalées victoires des puissances coalisées; les factieux frémissent à l'approche de ce jour longtems désiré, et qui sera à jamais célèbre, où le meilleur des Rois, avec les restes de sa famille, que la providence a soustraits au fer des bourreaux, entouré de ces héros françois dont le malheur n'a pas abattu le courage, et précédé des ministres de notre sainte religion, va paroître et remonter sur le trône de ses pères pour donner le signal de la réconciliation et du bonheur de ce pays. Des émissaires sont secrètement envoyés partout, afin de présenter, comme un remède à l'état des choses, d'associer le trône au régime républicain. Quoi! l'on offriroit au descendant de Henri IV une couronne enlanguantée et enchaînée! on élèveroit le siège de la puissance au milieu des assassins de son frère! O mon maître! ô mon Roi! qui pourroit, de sang-froid, entendre une pareille proposition! Vos malheurs ont fait voir votre magnanimité; vous la rejetteriez avec indignation. Mais non, braves habitans; vos tyrans n'ont pas changé de projet; c'est toujours le fils de l'infâme d'Orléans qu'ils veulent placer sur le trône; ils l'ont éloigné, mais ils le rappelleront quand il en sera tems. Je jure, pour me conformer à la volonté du Roi, de pardonner à tous ceux qui n'ont été qu'égarés. Et vous, braves royalistes, jurez avec moi que nous ne laisserons porter



aucune atteinte à la religion catholique, apostolique et romaine, et que nous rétablirons Louis XVIII dans toute la plénitude de la puissance et de ses droits.

Donné à Nantes, le premier Janvier 1797, l'an 3 du règne de Louis XVIII.

*Signé*, Joseph, comte de Puisaye, commandant pour le Roi, en Bretagne.

A cette pièce étoit jointe une lettre de l'administrateur de Nantes, qui l'a fait intercepter et qui l'a envoyée; il mande que les conspirateurs tentent d'égorger tous les fonctionnaires publics: ils se sont introduits nuitamment chez le président du département et le commissaire du directoire exécutif pour les assassiner. Il transmet une proclamation faite à cet égard à la garde nationale de Nantes, par son commandant, pleine de patriotisme, et par laquelle il excite le zèle, la vigilance et la haine de ses braves frères d'armes contre les royalistes et les contre-révolutionnaires. — Le conseil ordonne l'impression de toutes ces pièces.

Le résultat du scrutin porte Laloi à la présidence. — Poulain-Grandpré est présent aux anciens.

*Extrait d'une lettre de la Haye, du 18 Février.*

Le nombre des personnes arrêtées dans la Frise se monte à plus de 130. A Groningue et à Drenthe, plusieurs individus ont été aussi mis en arrestation. L'on avoit cru d'abord que les troubles de la Frise avoient quelque connexion avec la conjuration découverte à Paris; mais jusqu'à ce moment on n'a rien découvert qui tendit à le prouver.

A Rotterdam, il y a eu un violent tumulte, occasionné par le meurtre d'un soldat françois. Les portes furent fermées, et l'on braqua le canon. Il ne règne pas beaucoup d'harmonie entre la municipalité et la bourgeoisie armée. — A Amsterdam, quelques ecclésiastiques congédiés ont tenu des assemblées secrètes. Le conseil de la commune a promis une récompense de 1000 florins à celui qui donneroit des renseignements précis sur ces assemblées.

Les anglois viennent de déclarer colonies angloises les établissemens d'Esséquebo, Demerari et Berbice, de sorte qu'à l'avenir il ne sera permis qu'aux vaisseaux anglois d'y transporter et d'en ramener des productions et autres objets.

*De Bruxelles, le 22 Février.*

Outre l'énorme réquisition de grains, avoine et foin, dont nous a frappé le commissaire ordonnateur Luyt, plusieurs commissaires des guerres viennent encore de faire des réquisitions partielles. Le recouvrement de toutes ces

réquisitions est poussé avec beaucoup d'ardeur, et déjà différens villages de nos environs ont été exécutés militairement pour avoir trop tardé à fournir leurs contingens.

Suivant les lettres de Luxembourg du 18, le général Hoche étoit attendu ce même jour dans cette ville, accompagné du général Lefebvre. Après avoir visité la place, il devoit se remettre aussitôt en route pour l'armée de Sambre et Meuse.

Les vols et les assassinats qui étoient assez rares autrefois dans notre commune, sont devenus très fréquens depuis que nous nous trouvons sous le régime républicain. Avant-hier, la sœur du citoyen Godfurneau, directeur des poids de la ville, âgée de 25 à 26 ans, a été trouvée chez elle, égorgée et percée de plusieurs coups de couteau. Le prévenu de cet horrible meurtre a été arrêté à Ixelles. Le 18 de ce mois, des particuliers se promenant au parc, apperçurent dans le grand bassin une main qui paroïssoit instantanément à la surface de l'eau. Ayant appelé du monde, on pécha à plusieurs reprises les membres mutilés d'une personne que l'on reconnoît, aux formes, devoir être une fille. Les bras, les jambes, les cuisses ont été retrouvés, mais l'on a péché vainement après le reste du corps. Le juge de paix de la section a dressé procès-verbal de cet assassinat, qui, selon les apparences, a eu lieu depuis peu de jours.

*De Dusseldorff, le 21 Février.*

Quoique notre garnison ne soit pas fort considérable dans ce moment, cependant les choses commencent à reprendre un aspect guerrier. L'on éprouve les canons et on en garnit les batteries; l'on remplit aussi les magasins. Des personnes que l'on croit instruites, prétendent que les opérations recommenceront dans trois semaines. Les françois travaillent toujours avec beaucoup d'activité aux nouveaux chemins dans le pays de Berg.

*De Siegbourg, le 26 Février.*

Tout est assez tranquille depuis quelque tems dans nos environs; mais l'on craint que ce calme ne soit pas de longue durée. Les françois sont fort occupés dans ce moment à différens ouvrages du côté de Dusseldorff; ils commencent aussi à se renforcer sur la rive droite.

Lundi dernier, le bataillon de chasseurs du lieutenant-colonel de le Loup, s'est trouvé rassemblée ici, et a été passé en revue. Ce bataillon est maintenant fort nombreux; il a été principalement augmenté par des hommes qui lui sont arrivés des Pays-Bas.